



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 2 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Papeterie du Poitou

21 avenue de Bordeaux
86490 Beaumont Saint-Cyr

Références : 2026 275 Ubd 16-86 Env 86
Code AIOT : 0007201731

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 février 2026 dans l'établissement Papeterie du Poitou implanté 21 avenue de Bordeaux 86490 Beaumont Saint-Cyr. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est diligentée dans le cadre de l'opération relative aux produits chimiques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Papeterie du Poitou
- 21 avenue de Bordeaux 86490 Beaumont Saint-Cyr
- Code AIOT : 0007201731
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Papeterie du Poitou est spécialisée dans la fabrication de papier d'emballage cadeaux, de sacs en papier avec et sans poignée.

L'entreprise compte 75 salariés. 83 % de sa production est destinée au marché français et les 17 % restants pour l'Europe et divers pays du monde.

Thèmes de l'inspection :

- stockage des produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

2	Mesures de maîtrise des risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	15 jours
---	---------------------------------	--	-----------------------------	----------

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Fiches de données de sécurité	Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats faits sur le stockage, entreposage, manipulation des produits chimiques ne montrent pas de non-conformités.

Seule une consigne sous forme d'une fiche réflexe en cas de déversement est à mettre en place.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiches de données de sécurité

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31 et 35
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i></p> <p><i>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Les FDS sont archivées sur un serveur via le logiciel Seerich accessible à l'ensemble du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> - Encres bases aqueuses - Colles

<p>- Produits de maintenance et d'entretien</p> <p>Par sondage, l'inspection demande à un employé affecté au poste d'impression de rechercher deux fiches de données de sécurité.</p> <p>La première fiche date de 2024 et l'autre de 2025. Tout est conforme</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés...dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'IIC contrôle la mise en œuvre des prescriptions de 2 FDS</p> <p>Un vernis utilisé pour fixer les couleurs sur papier et une colle pour sceller les sacs papier. Bien que les prescriptions ne soient pas formellement consignées (fiches réflexes en cours de rédaction), les opérateurs sont formés et savent réagir en cas de sinistre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant formalisera et affichera ces consignes à destination des salariés sur les postes de production.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ». Cette disposition n'est

<p><i>pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;</i> - <i>dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;</i> - <i>dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</i>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des stockages de produits chimiques en zone d'impression et de collage sont conformes.</p> <p>Les rétentions sont adaptées en quantités et volumes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le tableau sur la compatibilité et l'incompatibilité est affiché dans le bâtiment de stockage, au poste d'impression et de collage.</p> <p>Le bâtiment de stockage des vernis et encres est sur rétention.</p> <p>Les deux produits inflammables ont leur propre rétention. Au niveau de l'atelier d'impression, c'est tout le secteur d'impression qui est sur rétention délimitée par un regard. Celui-ci est connecté via un réseau à 6 cuves de 1 000 l chacune, placées à l'extérieur du bâtiment servant de contenant récupérateurs en cas de débordement.</p> <p>Pour le secteur colle, les contenants de colle sont sur rétentions métalliques et de volume suffisants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Constats :

L'état des stocks complet est disponible sur un tableau excel et tenu à jour.

L'exploitant informe qu'un nouvel outil ERP pour la gestion des matières stockées est en cours de mise en place depuis 3 mois sera pleinement opérationnel en 2029. Le plan des stockages vu sur PC sera mis à jour. Un code barre sera associé à chaque produit et permettra de connaître son emplacement et, en temps et en heure, la quantité en stock en cours d'utilisation et restante dans les contenants.

Type de suites proposées : Sans suite